

ACTION HUMANITAIRE ET PAIX



Cette année, **305 millions de personnes** auront besoin d'une aide humanitaire pour survivre, une aide qui fera la différence entre un abri et l'exposition aux intempéries, entre la nutrition et la famine, entre la vie et la mort. Pourtant, alors que les besoins atteignent des niveaux records, les financements se tarissent, laissant l'aide vitale hors de portée de ceux/celles qui en ont le plus besoin.

Les pays du G7 qui se sont engagés il y a 20 ans à faire de la pauvreté une chose du passé et, il y a quatre ans seulement, **à lutter contre la famine**, se désengagent aujourd'hui de leurs engagements, renonçant ainsi à leurs responsabilités, ce qui a déjà des conséquences désastreuses pour les communautés en situation de vulnérabilité.

En cette période de besoin historique, le G7 ne peut détourner le regard. Sans action urgente, des millions de personnes se retrouveront sans l'aide dont elles ont besoin pour survivre. Cette année, les dirigeants du G7 ont l'occasion de démontrer leur volonté politique de respecter leurs engagements, d'investir dans une action humanitaire transformatrice en matière de genre et de donner la priorité à une paix et une sécurité inclusives.

Reconstruire et protéger le financement humanitaire

Les crises humanitaires sont des crises de protection, provoquées par la violence, la coercition et la privation délibérée. Il est essentiel de réduire ces risques pour diminuer les besoins humanitaires. Les financements diminuant à mesure que les crises s'intensifient, l'action humanitaire doit répondre à la fois aux besoins immédiats et aux risques qui alimentent les souffrances.

- Débloquer des fonds suffisants pour répondre aux besoins humanitaires mondiaux croissants, en annulant les réductions et en réaffirmant les engagements passés, tels que le **Pacte du G7 de 2021 pour la prévention de la famine et**

les crises humanitaires, afin de garantir des investissements à long terme et adaptés aux crises.

- Veiller à ce que les allocations de fonds humanitaires soient guidées par des évaluations impartiales des risques de violence les plus urgents qui exacerbent les crises et accroissent les besoins humanitaires, plutôt que par des intérêts politiques ou une idéologie.
- Renforcer le pouvoir d'action et la voix des communautés locales au sein de l'écosystème du financement humanitaire.
- Défendre le droit fondamental à l'aide, en renforçant un système humanitaire mondial efficace et en restant ferme dans ses engagements envers les principes humanitaires.

« Dans chaque crise, ce sont les populations civiles qui portent les cicatrices les plus profondes. Le G7 ne peut détourner le regard. Il doit financer l'aide vitale, donner la priorité à la paix plutôt qu'aux armes et soutenir ceux/celles qui risquent tout pour protéger la vie, la dignité et l'espoir.

W. ANDY ROXANE OUEDRAOGO

Coordonnatrice du groupe de travail sur l'action humanitaire et la paix / Responsable de l'engagement gouvernemental et de l'espace civique, Coopération Canada

Investir pour améliorer la sécurité des personnes

L'aide humanitaire peut maintenir les gens en vie, mais seuls les investissements dans l'anticipation, la résilience, le rétablissement et la dignité peuvent briser le cycle de la souffrance. Le G7 devrait investir dans la protection des plus vulnérables, sans discrimination fondée sur le sexe, la race, le genre et/ou le handicap.

- Renforcer les mesures d'anticipation et les systèmes d'alerte précoce afin que, lorsque des crises se profilent, les efforts de réponse commencent avant que des vies ne soient perdues. Cela implique d'engager des financements nouveaux et supplémentaires, à long terme et flexibles, pour les mesures d'anticipation.
- Adopter une programmation intégrée conforme à la recommandation du [Comité d'aide au développement \(CAD\) de l'OCDE sur le lien entre l'aide humanitaire, le développement et la paix \(HDP\)](#).
- Investir dans les organisations locales et les intervenant-e-s de première ligne, y compris les organisations dirigées par des Autochtones, de défense des droits des femmes et les organisations dirigées par des femmes, les organisations LGBTQIA+ et les organisations dirigées par des personnes réfugié-e-s et des migrant-e-s, afin de garantir des solutions centrées sur la communauté.

Respecter le droit international humanitaire et protéger les populations civiles

À une époque où l'impunité et la répression se généralisent, le G7 doit redoubler d'efforts pour défendre et faire respecter le droit international humanitaire. Les violations, telles que la famine délibérée, le ciblage de populations civiles, les violences sexuelles liées aux conflits et les attaques contre les travailleur-euse-s humanitaires, doivent être fermement condamnées et des mesures efficaces doivent être prises pour que les responsables rendent des comptes.

- Veiller à ce que les organisations humanitaires et de défense des droits de la personne puissent agir librement et en toute indépendance, sans ingérence politique, représailles ou risque.
- Utiliser l'influence diplomatique pour faire pression en faveur de cessez-le-feu, de couloirs humanitaires et de zones de sécurité, selon les besoins, en s'engageant à assurer une protection durable des populations civiles.
- Faire preuve de cohérence dans le traitement de tous les conflits, en ce qui concerne le droit international humanitaire et la protection des populations civiles, afin de résoudre les crises persistantes et émergentes et de permettre une paix durable sans tenir compte des intérêts politiques ou économiques.

Investir dans la consolidation de la paix et la prévention des conflits

La voie de la paix doit commencer par des investissements proactifs et durables dans la prévention des conflits et la consolidation de la paix. Les dépenses militaires mondiales augmentent et le soutien aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies diminue, alors que l'insécurité mondiale continue de croître.

- Rééquilibrer les dépenses militaires par des investissements dans la paix, la diplomatie et l'aide internationale afin d'atténuer les menaces mondiales et de s'attaquer aux causes profondes de l'instabilité.
- Soutenir les programmes de réhabilitation menés par les communautés et les initiatives de consolidation de la paix menées par les femmes, en favorisant les voies de désengagement, de réconciliation et de participation sociale significative.
- Tenir les engagements pris dans le cadre du programme Femmes, paix et sécurité (WPS), en renouvelant le soutien par de nouvelles ressources et des efforts diplomatiques pour assurer sa mise en œuvre rigoureuse.
- Accroître les investissements dans le programme Jeunesse, paix et sécurité (JPS), en particulier en soutenant les jeunes femmes dans les zones touchées par des conflits, en leur permettant de jouer un rôle de premier plan dans les processus de consolidation de la paix et de réintégration.

Protéger et développer le rôle des banques multilatérales de développement dans les États fragiles et touchés par un conflit

Les banques multilatérales de développement fournissent des ressources financières essentielles, de la stabilité et un soutien au développement à long terme, contribuant ainsi à reconstruire les économies, à renforcer les institutions et à créer des voies vers une paix durable.

- Réaffirmer le soutien aux banques multilatérales de développement et encourager la poursuite des investissements dans les contextes fragiles et touchés par des conflits.

- Honorer les engagements pris envers l'Association internationale de développement, en veillant à ce qu'elle puisse continuer à fournir des subventions vitales et des prêts à des conditions très favorables aux pays en situation de vulnérabilité, en s'appuyant notamment sur l'expérience acquise avec le [Guichet pour les réfugiés et les communautés d'accueil](#), le Mécanisme de réponse aux crises et le [Mécanisme mondial de financement concessionnel](#).
- Donner la priorité aux efforts visant à élargir les partenariats de la Banque mondiale avec les organisations humanitaires et de la société civile qui peuvent soutenir la conception et la mise en œuvre des programmes, y compris dans le cadre des efforts d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, et fournir des perspectives uniques sur les besoins des populations, en particulier des groupes marginalisés.

Réglementer les technologies militaires émergentes et réaffirmer les engagements en faveur du désarmement

Le développement rapide des technologies militaires nécessite une réglementation rapide pour assurer la sécurité mondiale.

- Élargir les traités internationaux régissant les technologies militaires émergentes, en établissant des limites juridiques et éthiques claires.
- S'opposer fermement au développement et au déploiement de systèmes d'armes autonomes.

- Réaffirmer que l'utilisation ou la menace d'armes nucléaires est inacceptable, en reprenant les négociations sur la réduction des armes nucléaires et en œuvrant à l'élimination des armes de destruction massive.
- Soutenir les traités internationaux interdisant les armes frappant sans discrimination, telles que les mines terrestres et les armes à sous-munitions.

« Cela fait 20 ans que le G7 s'est engagé à faire de la pauvreté une chose du passé et quatre ans qu'il s'est engagé à mettre fin à la famine. Pourtant, alors que plus de 300 millions de personnes dans le monde sont confrontées à des besoins humanitaires urgents, il tourne le dos à ces engagements et réduit les budgets d'aide. Nous avons besoin de toute urgence que la présidence canadienne rappelle au G7 ses engagements et renverse les récentes tendances dévastatrices.

KATE MUNRO

Coordinatrice du groupe de travail sur l'action humanitaire et la paix / Responsable du plaidoyer, Action contre la faim Royaume-Uni